



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article3007>

Gégory Bekhtari : Violences policières ; agir maintenant !

- FSU - CDFN - CDFN 2019-2020 - CDFN Janvier 2020 -



L'École Émancipée

Les dernières semaines n'ont pas manqué d'apporter leur lot de violences policières. Le plus choquant est peut-être finalement que le flot d'images de manifestant-es, de lycéen-nes, ou encore de simples citoyen-nes tabassé-es, blessé-es, voire, au pire dans des cas encore très rares aujourd'hui (pour l'instant ?), tué-es, le plus choquant donc est que ces images qui inondent nos réseaux sociaux au quotidien ne débouchent sur aucune mesure d'urgence pour faire cesser cette crise d'un maintien de l'ordre qui légitime la violence faite aux corps comme une nouvelle norme. Croche-patte gratuit, simple contrôle d'un conducteur qui entraîne sa mort, tabassage d'un jeune homme ensanglanté et à terre, matraquage et gazage à bout portant de lycéen-nes... les violences policières ont mille et un visages, et on ne sait plus maintenant dans quelle situation où la tension naît et s'instaure, on peut encore être assuré d'y échapper.

Comme il est enfin devenu impossible de faire comme si le problème n'existait pas, la rhétorique gouvernementale à ce sujet vient d'évoluer sensiblement, du président au ministre de l'intérieur, mais le terme de violences policières reste tabou pour eux et les actes ne suivent pas. Castaner propose une « consultation citoyenne » de 100 personnes sur 4 jours, soi-disant pour nourrir un Livre blanc sur les rapports entre citoyen-nes et forces de l'ordre qui sortira, peut-être, un jour. Or l'urgence est de ne plus faire de blessé-es, de mutilé-es, de morts, en supprimant les LBD et les grenades GLI F4, en arrêtant les plaquages ventraux (20 morts en 30 ans) maintenant. Pas besoin d'une mise en scène de débat, les experts et les associations de victimes portent ces demandes depuis de trop longues années. Combien de mutilations auraient pu être évitées ? Combien de vies épargnées ?

La FSU doit poursuivre son engagement dans le cadre unitaire initié par la LDH, qui a besoin d'être réactivé et de passer à l'action dans une situation où ce problème est enfin largement reconnu et où la population est plus que jamais disponible pour soutenir. Il serait aussi intéressant de réfléchir à la mise en place d'un cadre spécifique pour dénoncer et lutter contre la répression qui frappe les lycéen-nes, à une période de leur vie pourtant fondamentale dans l'engagement civique, politique et militant. En effet, je doute que si nous avons subi des violences policières dès notre première mobilisation, nous serions toutes et tous ici dans cette salle aujourd'hui. Pour ma part, je ne peux l'affirmer avec certitude. Les proviseur-es recourent à présent aux policiers d'une façon de plus en plus systématique dès qu'il y a un début de blocage, alors que d'autres méthodes existent depuis longtemps. Violenter des mineur-es devient donc acceptable et respectable. Il faut revenir sur cette dérive au plus vite.

Nous avons des responsabilités vis-à-vis de la jeunesse. La FSU et le Snes ont justement soutenu les lycéen-nes de Mantes-La-Jolie mis à genoux. Il faut continuer et élargir cet investissement, en partenariat avec les associations de parents d'élèves et les syndicats lycéens et envisager des actions symboliques pour réveiller les consciences, susciter l'adhésion et obtenir que cessent les violences contre les lycéen-nes.